Les Ã‰tats-Unis en soif de connaissances

Ressources boliviennes - Les Ã‰tats-Unis procÃ©dent actuellement au recensement des ressources boliviennes en eau, selon l'hebdomadaire Pulso. Cette action s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme visant Ã inventorier l'ensemble des ressources en eau potable des Andes. L'historique de l'affaire par Marie MAZALTO. H2o dÃ©cembre 2002.

Ressources boliviennes :

les Ã‰tats-Unis en soif de connaissances

Marie MAZALTO

H2o - dÃ©cembre 2002

Â

Les Ã‰tats-Unis sont actuellement en train de procÃ©der au recensement des ressources boliviennes en eau, a annoncÃ© en juin dernier l'hebdomadaire Pulso. DirigÃ© par le Commando Sud des Ã‰tats-Unis, cette action s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme, initiÃ© en 1995, et visant Ã inventorier l'ensemble des ressources en eau potable - eaux de surface et eaux souterraines - des pays d'AmÃ©rique latine.

L'hebdomadaire relate le tÃ©moignage de certains hydrologues boliviens qui, le 10 juin dernier, sur invitations personnelles en provenance du Corps d'ingÃ©nieurs de l'US Army, ont Ã©tÃ© convoquÃ©s Ã une rÃ©union au siÃ¨ge de l'ambassade amÃ©ricaine Ã La Paz. La rencontre Ã©tait brÃ¨ve et surtout trÃ¨s pragmatique. Un courrier prÃ©alable enjoignait les participants Ã se prÃ©munir des copies des documents dont ils disposaient concernant d'une part, les sources d'eau potable recensÃ©es mais aussi les recherches Ã envisager pour complÃ©ter cet Ã©tat de l'eau. Cette lettre d'invitation rÃ©digÃ par le dÃ©partement de la dÃ©fense des Ã‰tats-Unis, co-signÃ©e par le Colonel des forces spÃ©ciales et le Commandant des forces militaires amÃ©ricaines en Bolivie mentionnait l'importance "d'identifier les besoins en eau du pays afin de servir de base pour la rÃ©alisation d'exercices civiques d'assistance humanitaire." Il Ã©tait prÃ©cisÃ© que toutes ces informations concernant les eaux de surface, les aquifÃ¨res, les rÃ©gions problÃ©matiques ou les zones ayant dÃ©jÃ fait l'objet de recherches seraient rÃ©pertoriÃ©es dans un document synthÃ¨se qui viendra complÃ©ter les cartes dÃ©jÃ produites par le Centre d'ingÃ©nierie topographique d'Alexandrie, en Virginie.

Le dÃ©partement amÃ©ricain prÃ©cisait d'autre part que ces informations devraient par ailleurs faciliter de futurs investissements en Bolivie afin de favoriser "le dÃ©veloppement des ressources en eau du pays". C'est Ã ce titre que le dÃ©partement a prÃ©cisÃ© avoir notamment besoin de recenser les aires d'irrigation dÃ©pendant d'intÃ©rÃªts privÃ©s et celles demeurant sous contrÃ´le du gouvernement.

A noter qu'aucun reprÃ©sentant du gouvernement de Bolivie n'aurait d'ailleurs Ã©tÃ© invitÃ© Ã la rencontre. Tout laisse Ã croi que ce recensement Ã©chappe Ã tout contrÃ´le des autoritÃ©s locales, Ã moins qu'un mandat ait Ã©tÃ© prÃ©cÃ©demment a par le gouvernement.

Â

US Geological SurveyÂ

Â

L'initiative met en tout cas en lumiÃ¨re l'importance stratÃ©gique que revÃªtent pour les Ã‰tats-Unis les ressources sud-amÃ©ricaines. L'objectif serait de s'assurer du contrÃ´le des eaux continentales afin d'anticiper une Ã©ventuelle pÃ©nurie nationale, qui touche dÃ©jÃ gravement le sud du pays oÃ¹ se concentre une agro-industrie, grande consommatrice d'eau. L'eau des pays andins semble prÃ©senter un intÃ©rÃªt de premier ordre dans cette politique de moyen terme, dans la mesure ou les pays frontaliers des Ã‰tats-Unis sont des sources d'approvisionnement peu sÃ©curisÃ©es. Au sud, tout d'abord avec le Mexique, liÃ© depuis 1944 par un accord d'approvisionnement mais qui du fait de dix annÃ©es de sÃ©cheresse et aussi de la surexploitation du fleuve Colorado (ayant entraÃ®nÃ© une augmentation de sa salinitÃ©) n'arrive plus Ã tenir ses engagements (avec la fourniture de 450 millions de m3 par an). Si les Mexicains avaient espÃ©rÃ© quelques amÃ©nagements, la rencontre de juin 2000 entre les prÃ©sidents Zedillo et Clinton n'aboutit sur aucune alternative qui aurait pu Ãªtre favorable pour les deux pays.

Mais aussi au nord, avec le Canada - dÃ©positaire d'environ 20 % des ressources en eaux douces mondiales. Le pays s'est dotÃ© en 1999 d'un moratoire interdisant les prÃ©lÃ¨vements massifs d'eaux de surface et souterraines dans les portions canadiennes des principaux bassins hydrographiques. Le Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) a permis la souscription de neufs gouvernements provinciaux Ã l'accord d'interdiction. MÃªme si les AmÃ©ricains estiment que ce moratoire se heurte aux accords de l'Alena sur l'exportation et la vente de biens et services, le dispositif a jusqu'Ã prÃ©sent permis aux Canadiens de conserver le contrÃ´le sur ses ressources.

Au regard de cette situation, il semble que les Ã‰tats-Unis n'aient donc d'autre choix que de prospecter vers les pays du sud du continent, pour certains dotÃ©s d'importantes ressources de grande qualitÃ© notamment du fait de la CordillÃ¨re des Andes qui agit comme rÃ©servoir et systÃ¨me filtrant. La future signature de Zone de libre Ã©change des AmÃ©riques - prÃ©vue au plus tard pour l'annÃ©e 2005 - devrait elle-mÃªme faciliter le libre accÃ¨s aux sources d'eau potables continentales pour les pays les moins bien dotÃ©s mais les plus susceptibles financiÃ¨rement d'envisager l'importation d'eau potable avec un cadre normatif "adaptÃ©".

Quelles seront les consÃ©quences sociales et Ã©cologiques de telles politiques qui ouvrent la porte Ã la marchandisation et aux transferts inter-bassins, voire inter-continentaux ? Les pays andins, qui sont financiÃ¨rement dÃ©pendants de l'aide internationale et peu compÃ©titifs sur les marchÃ©s des biens et services, auront-ils les moyens de s'opposer Ã une Ã©ventuelle main mise nord-amÃ©ricaine sur leurs ressources en eau ? Depuis quelques annÃ©es, la Bolivie a, au coup par coup et rÃ©gion par rÃ©gion, rendu son cadre lÃ©gislatif beaucoup plus flexible en vue de faciliter cette privatisation du contrÃ´le et des services de l'eau. La derniÃ¨re disposition en date - la loi de Potosi votÃ©e en 2000 - ouvrait la voie Ã l'exportation de l'eau en vrac vers les rÃ©gions arides du Chili, compromettant directement le contrÃ´le Ã©tatique sur les rÃ©serves et surtout la survie d'une vie sociale et d'un Ã©cosystÃ¨me montagnards dÃ©jÃ largement sacrifiÃ©s par des siÃ¨cles d'exploitation miniÃ¨re intensive. La mobilisation populaire a contraint le gouvernement, dans un premier temps Ã rÃ©duire

la zone d'application de la loi Ã la rÃ©gion de Potosi, puis finalement Ã s'engager Ã suspendre toute nouvelle activitÃ© de recherche et tout projet d'exportation de la ressource vers le Chili. Mais en dÃ©pit de ces engagements "circonstanciels", la loi d'exportation de l'eau de la rÃ©gion de Potosi reste en vigueur. Aussi pour beaucoup d'opposant, la menace reste entiÃ¨re.

Alors aussi que la pÃ©nurie en eau potable qui sÃ©vit aux Ã‰tats-Unis qui est due, en grande partie, Ã un usage excessif et non viable de la ressource Ã des fins industrielles et agricoles, on peut aussi se demander en quelques termes les responsables envisagent une hiÃ©rarchisation des usages. Avant d'envisager d'Ã©ventuels transferts d'eau Ã grande Ã©chelle, ne serait-il pas plus raisonnable de repenser nos modes de consommation d'eau et de promouvoir les activitÃ©s qui privilÃ©gient le respect et le rythme naturel de renouvellement naturel des ressources, la viabilitÃ© des Ã©cosystÃ¨mes et le droit d'accÃ¨s pour chacun Ã une eau potable en quantitÃ© et qualitÃ© nÃ©cessaires Ã ses besoins vitaux ? .

Â

ResSources

Article "El comando Sur de EEUU tiene sed", Pulso - 21-06-2002Voir aussi au sujet de l'accord entre le Mexique et les Ã‰tats-Unis, l'article de Anne Pelouas, publiÃ© dans Le Monde - 20-02-2001US Geological Survey Space Imagery of Lake Titicaca - NASA Pulso Digital

Â